DÉPARTEMENT DE L'AIN

Envoyé en préfecture le 06/04/2023

Recu en préfecture le 06/04/2023

Publié le 07/04/2023



Communauté de Communes Bress ID: 001-200071371-20230403-03042023_23-DE 50 chemin de la Glaine - 01380 Bâgé-le-Châtel

Extrait du registre des délibérations du Conseil de Communauté

Nombre de déléqués

➤ en exercice : 36 ➤ pour : 35

présents : 30 > votants: 35

> contre : > blanc :

➤ abstention :

Date de convocation : 28 mars 2023

Séance du 3 avril 2023

L'AN DEUX MILLE VINGT TROIS, le 3 AVRIL à 18H30, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Bresse et Saône, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire sur la commune de Manziat, sous la présidence de Monsieur Guy BILLOUDET.

Etaient présents les délégués suivants :

Communes de

Arbigny

Asnières/Saône

WILLEMS Jean-Marc

Bâgé-Dommartin

BERNIGAUD Christian-MERONI Isabelle-DIOCHON Eric-GAUTHERET

Marie-Pierre-BESSON Jean-Jacques

Bâgé-le-Châtel

MALATERRE Jean-Louis

Boissey

TIRREAU Andrée

Boz Chavannes/Revssouze

GIRAUD Alain **DOUARD Dominique**

Chevroux

SAVOT Dominique

Feillens

BILLOUDET Guy-FAVRE Christian- DE CROMBRUGGHE DE

LOORINGHE Michel

Gorrevod

GUILLERMIN Henri

Manziat Ozan

LARDET Denis-BERRY Florence-CATHERIN Christian

PESENTI Marie-Jeanne

Pont-de-Vaux Replonges

BUGAUD Jean-Pierre-DELAY Françoise VERNOUX Bertrand-ROBIN Pascale-GAULIN Christian-PACCAUD

Christine-MONTERRAT Raphaël

Revssouze

Saint-André-de-Bâgé

PLENARD Philippe

Saint-Béniane

UNIA Emily-VILARD Philippe

Saint-Etienne/Revssouze MARGUIN Jean-Pierre

Sermover

Vésines

Etaient absents les délégués suivants :

Monsieur Daniel GRAS a donné pouvoir à Monsieur Dominique SAVOT pour voter en son nom.

Madame Victoria POLI a donné pouvoir à Monsieur Guy BILLOUDET pour voter en son nom.

Monsieur Freddy BEREYZIAT a donné pouvoir à Monsieur Henri GUILLERMIN pour voter en son nom.

Madame Agnès PELUS a donné pouvoir à Madame Marie-Jeanne PESENTI pour voter en son nom.

Madame Huguette PANCHOT.

Monsieur Gilbert JULLIN a donné pouvoir à Monsieur Philippe PLENARD pour voter en son nom.

Monsieur Christian GAULIN a été désigné secrétaire de séance.

OBJET : Chenil intercommunal - Convention avec l'association « Les Chat'Mis de Lady Blue ».

Par délibération en date du 8 mars 2021, le conseil communautaire a autorisé le Président à signer une convention avec l'association « Les Chat'Mis de Lady Blue » et ce, pour assurer la prestation relative à l'admission, au refuge de l'association, des animaux récupérés en état d'errance ou de divagation sur l'ensemble des communes du territoire intercommunal

Le Président précise que l'association ne procède pas à la capture ou à la saisie des animaux mais s'engage à venir les chercher et ce, uniquement au chenil intercommunal à Feillens.

La police intercommunale assure la capture des animaux et les sommes dues par les propriétaires sont encaissées par la police intercommunale.

Conformément à l'article L.211-25 du code rural et de la pêche maritime, il convient de modifier le point relatif au délai de fourrière qui doit se faire dans les locaux du chenil. Initialement fixé à 48 heures, le délai passe à 8 jours ouvrés.

.../...

Envoyé en préfecture le 06/04/2023

Reçu en préfecture le 06/04/2023

Publié le 07/04/2023



ID: 001-200071371-20230403-03042023_23-DE

De plus, l'association, qui remplit sa mission efficacement, sollicite une révision du montant de la subvention allouée -5 000 € par an - et ce, au regard des coûts engagés (frais de transport, stérilisation, nourriture...). Pour rappel, la Communauté de Communes Bresse et Saône versait à la SPA de Saône et Loire 0,50 €/habitant.

Le Président propose donc de revoir à la hausse la subvention allouée à l'association « Les Chat'Mis de Lady Blue » et de la fixer à 8 000 €.

Vu les éléments ci-dessus énoncés.

Le Conseil, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

AUTORISE le Président, ou son représentant, à signer la convention à intervenir avec l'association « Les Chat'Mis de Lady Blue » et ce, pour l'ensemble des communes du territoire intercommunal,

DIT que les crédits nécessaires - 8 000 € - sont inscrits au budget primitif 2023.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa notification devant le tribunal administratif de Lyon.

Fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Pour copie conforme,

Le Président,